



DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Agriculture,
de la Viticulture et de la
Protection des consommateurs

Dossier suivi par : M. André Vandendries
tel : 247-82529

Réf.: 781/16

Monsieur Fernand ETGEN
Ministre aux Relations avec le
Parlement

Service Central de Législation
LUXEMBOURG



Luxembourg, le 24 OCT. 2016

Objet: Question parlementaire no 2411 de Messieurs les Députés Henri Kox et Gérard Anzia

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, en annexe, la réponse de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs à la question parlementaire citée sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments très distingués.

Le Ministre de l'Agriculture,
de la Viticulture et de la
Protection des consommateurs,

Fernand ETGEN



Réponse de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs à la question parlementaire no 2411 de Messieurs les Députés Henri Kox et Député Gérard Anzia

Les conditions de protection animale à respecter lors de l'abattage d'un animal sont fixées par le règlement grand-ducal du 12 avril 2013 fixant les modalités d'application du règlement (CE) no 1099/2009 du Conseil du 24 septembre 2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort. Le vétérinaire-inspecteur de l'abattoir surveille le respect des dispositions de cette réglementation de même que celui des conditions de transport des animaux destinés à l'abattage.

Vu le faible nombre d'abattoirs au Luxembourg, les contrôles sont effectués par des vétérinaires-inspecteurs dont la présence est assurée pendant toute la durée des activités d'abattage permettant ainsi de réaliser les contrôles exigés par la réglementation communautaire.

En effet, plusieurs Etats membres utilisent ces types d'abattoirs mobiles et la Commission Européenne a fixé certaines conditions d'utilisation de ces sites mobiles.

Ces installations sont considérées en tant qu'abattoir nécessitant, d'après la réglementation communautaire, un agrément répondant aux dispositions du règlement (CE) no 853/2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale. En outre, les dispositions de la réglementation concernant le bien-être à l'abattage doivent être respectées, sans distinction qu'il s'agit d'un site mobile ou d'une infrastructure fixe. La seule différence pour les deux infrastructures d'abattage réside dans le fait qu'il n'y a pas de transport pour l'abattage dans les abattoirs mobiles.

Actuellement, il n'y a pas de demande pour l'utilisation de tels abattoirs mobiles au Luxembourg. Pour ce motif, les animaux sont abattus dans les abattoirs agréés au Luxembourg dans le strict respect des conditions de protection animale.
